



Déclaration du SNUipp/FSU 27-CAPD du 26 novembre 2014

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames Messieurs les membres de la CAPD,

Aujourd'hui se tient la CAPD concernant les résultats de la campagne d'inscription au volet départemental du Plan Académique de Formation et des promotions, 2 dossiers très chers au SNUipp-FSU.

En ce qui concerne le PAF, si nous notons une volonté de l'administration de l'Eure de maintenir une formation continue, celle-ci n'est pas suffisante. En effet, on peut noter que sur 13 stages proposés, 11 ont plus de candidats que de places. Ainsi, un stage en maternelle a attiré 62 demandes pour seulement 20 places. C'est la preuve que les collègues sont en demande formation. Ils ont besoin de se retrouver physiquement entre pairs, dans des situations réelles de confrontation de leurs pédagogies et de leurs pratiques, ce qu'ils ne trouvent pas dans le système distant qu'est m@gistère. Ne faut-il pas mettre en adéquation les demandes et les offres en sondant en amont les besoins sur le terrain afin de répondre aux attentes des personnels?

Le deuxième point que nous voulions aborder est celui des promotions.

Les PE français sont mal payés. Le SNUipp-FSU/27 ne cesse de le répéter à l'envie car il existe une corrélation entre les performances d'un système éducatif et le niveau de salaire des enseignants. Mais cette fois-ci, c'est une étude de l'OCDE qui le confirme : le salaire moyen d'un PE français est de 17 % inférieur à la moyenne des pays membres de cette organisation. Cette différence est encore plus grande (30%!) à l'intérieur de notre propre système entre un enseignant du 1er degré et un collègue du second degré alors que le premier a des obligations horaires supérieures.

Dans un contexte d'austérité organisée par le gouvernement avec la recherche de 50 milliards d'économie sur les dépenses publiques, avec le

gel du point d'indice depuis 2010, avec une baisse de pouvoir d'achat de 14 % depuis 2000, l'avancement d'échelon est le seul moyen, inégalitaire, de voir progresser son salaire.

Pour toutes ces raisons, et pour rendre de l'attractivité à notre métier, le SNUipp/FSU 27 défend toujours l'idée que tous les enseignants devraient passer les échelons au même rythme, le plus rapide. De même, il demande la transformation de la hors classe, à l'heure actuelle inaccessible pour un très grand nombre de collègues, en échelons supplémentaires de la grille de la classe normale avec l'indice 783 pour le dernier échelon. Il demande également que les quelques dizaines d'instituteurs qui le désirent puissent tous intégrer le corps des PE sans délai.

L'actualité, c'est aussi l'élaboration de la nouvelle carte de l'Education Prioritaire. S'il est incontestable que celle-ci devait être repensée, le fait de la cantonner dans un carcan budgétaire restreint et en gardant le même nombre de réseaux ne pouvait rien donner de bon. On n'a jamais amélioré les choses en déshabillant Jean pour habiller Paul, Pierre ou Jacques. Dans l'Eure, cette refonte aboutirait à la sortie de l'EP de 3 réseaux : Georges d'Amboise à Gaillon, Ferdinand Buisson à Louviers et Ariane à Vernon. Les élus du SNUipp/FSU 27 se sont rendus dans les écoles concernées et ont pu mesurer l'incompréhension des collègues, mêlée à leur légitime colère, devant ces décisions iniques pour eux mais aussi pour leurs élèves, public le plus durement touché par la crise. Le classement en REP ne doit pas uniquement répondre à une logique administrative du réseau (collège et écoles de secteurs), mais doit reconnaître les difficultés sociales et scolaires avérées et vécues dans ces écoles. Ces écoles, et d'autres rurales – les grandes oubliées de ce redéploiement - ont absolument besoin des moyens attribués par le classement en éducation prioritaire. C'est pourquoi, Monsieur le Directeur Académique, les élus du SNUipp/FSU 27 vous demandent de tout mettre en œuvre pour redonner le label REP de façon pérenne à ces écoles.

Puisque nous nous réunissons pour la dernière CAPD de la mandature, nous ne pouvons pas ne pas revenir sur 2 points très inquiétants car ils résument à eux seuls la défiance croissante des collègues vis à vis de l'administration et l'écart grandissant qui se creuse entre la base et les décideurs. Nous voulons parler de la gestion catastrophique du mouvement intradépartemental et du report beaucoup trop tardif de la consultation sur les programmes. Nous reviendrons sur l'aspect technique du mouvement dans un prochain GT, mais c'est sur l'aspect psychologique que nous

voulons insister aujourd'hui. En effet, les modifications aux règles du mouvement, ont créé une incompréhension et un sentiment de suspicion dans la profession. Personne n'a rien à y gagner surtout en ces temps où la démagogie, les idées simplistes et réactionnaires font un retour inquiétant. Pour redonner confiance à nos collègues, le SNUipp/FSU 27 vous demande donc de rétablir des règles simples et transparentes au prochain mouvement.

Enfin, même s'il est encore trop tôt pour tirer un bilan définitif de la réforme des rythmes scolaires, un premier constat se dresse. Il est sans appel : C'est l'inégalité ! Inégalité dans la prise en compte des propositions des enseignants, inégalité dans l'engagement des communes, inégalité dans le financement, inégalité dans les conditions de travail des enseignants et de leurs élèves, inégalité entre l'école privée et l'école publique. Là aussi il va falloir tout remettre sur la table. Pour le SNUipp/FSU 27 le dossier est loin d'être clos.

Les enseignants n'ont que trop souffert ces dernières années. Ils doivent enfin être reconnus pour leur travail et leur investissement professionnel. Le SNUipp/FSU continuera à oeuvrer dans ce sens dans les instances où il intervient, tant au niveau départemental que national.